



Le tour des travailleurs

c'est le 9 avril !

Le deuxième tour des élections départementales a confirmé le premier : les milieux populaires ont déserté les urnes, la droite en a tiré largement parti, le Front national obtient 62 élus et le Parti socialiste perd la moitié des départements qu'il gérait. Valls est bien obligé cette fois de reconnaître la défaite mais annonce la poursuite de la politique antisociale qui y a conduit !

Le Pen et Sarkozy préparent 2017

Pas la peine d'écouter les commentateurs politiques pour comprendre que la claque infligée au PS profite aujourd'hui à tous ceux qui rêvent de revenir au pouvoir ou d'y accéder pour mener la même politique au service des riches et des patrons, avec tout ce qu'ils pourront rajouter de mesures anti chômeurs, anti immigrés et profondément réactionnaires.

À ce petit jeu électoral, tous les travailleurs, les jeunes, les classes populaires seront perdants. Alors décidément, c'est sur un autre terrain que nous devons agir !

C'est dès maintenant que le monde du travail doit riposter

De toute façon, nous n'avons pas le temps d'attendre les prochaines élections. C'est maintenant que nous bouclons les fins de mois le 20, voire le 15. C'est maintenant que les patrons dégomment les emplois par milliers tout en empochant les millions, comme à Sanofi (4 000 emplois supprimés, 4 millions pour le nouveau boss en cadeau de bienvenue...). C'est dès maintenant qu'il faut riposter.

Certains s'y sont mis, dans des entreprises aussi différentes que Radio France ou PSA Sevelnord, sur l'emploi pour la première ou les salaires pour la seconde.

Mais les réactions sont nombreuses dans bien des secteurs, fréquemment provoquées par les déclarations de bénéfices des grands groupes, de

salaires mirobolants de PDG ou de dépenses fastueuses d'une direction ou d'actionnaires. Des réactions auxquelles s'ajoutent des grèves ou débrayages locaux contre les restrictions budgétaires, les suppressions et manques d'effectifs, les trop fortes charges de travail, et bien sûr les licenciements et fermetures d'usines ou de sites : à la Poste, à la SnCF, à Radio France, dans les hôpitaux, chez les travailleurs sociaux, les douaniers, les inspecteurs du travail, les agents territoriaux, les travailleurs des équipements sportifs ou des cantines, les enseignants de collèges ou de CFA, les contrôleurs aériens.... Sans oublier la Guadeloupe, où la journée de grève générale du 26 mars a été un vrai succès, le reflet de la colère sociale contenue depuis des années.

Une première étape : Tous en grève le 9 avril !

Les organisations syndicales FO, CGT, Solidaires et FSU appellent pour la première fois depuis très longtemps à une journée de grève et de manifestations interprofessionnelles contre la politique d'austérité du gouvernement, pour l'augmentation des salaires et pour le retrait de la loi Macron, qui va généraliser le travail du dimanche et casser le Code du travail afin de donner tous les droits aux patrons.

Saisissons-nous de cette journée pour faire entendre la voix de celles et ceux qui n'en peuvent plus de la politique du gouvernement PS Medef.

Soyons nombreux en grève et dans la rue, pour avancer dans l'idée de faire converger toutes les luttes dispersées. Mais avec la certitude qu'une seule journée ne suffira pas pour faire reculer Valls et Hollande. Cela doit être le début d'un retour prolongé du monde du travail sur la scène sociale !

**Rendez-vous, Limoges,
place de la République à 10 h 30**

Une grève qui s'entend

Le personnel de Radio France est en grève depuis le 19 mars contre des restrictions budgétaires qui devraient entraîner de 200 à 300 suppressions d'emplois.

Selon la direction, le mouvement serait suivi par une minorité des 4 600 salariés. Toutes les stations sont en tout cas paralysées et diffusent une bande musicale à la place des programmes habituels. Cela n'a pas empêché bien des auditeurs de leur exprimer leur soutien.

« *Il faut que cette grève s'arrête* » a déclaré Manuel Valls, en « *sommant le Président de Radio France de prendre ses responsabilités* »... Ce qui est, comme l'ont fait remarquer les syndicats, une façon d'essayer de se dédouaner en cachant les responsabilités du gouvernement.



La force des travailleurs, c'est la grève

Après six semaines de grève, les travailleurs de 15 raffineries de pétrole aux États-Unis ont obtenu satisfaction. En lutte contre les horaires de travail excédant parfois les 12 heures par jour ou sur les temps de repos, le recours abusif à la sous-traitance et les sous-effectifs, ils ont obtenu un nouveau contrat de travail limitant ce genre d'abus et prévoyant des augmentations de salaires de 2,5 à 3,5 % par an jusqu'en 2018.

Les Mory encore mobilisés

Mory Global avait repris 2 200 des 5 000 employés de Mory Ducros, liquidé il y a un an.

La nouvelle entreprise est en faillite, et les salariés se sont mobilisés la semaine dernière par des opérations escargot partout en France et une manifestation à Paris.

Ils revendiquent au minimum les mêmes conditions de départ que leurs collègues de Mory Ducros. Ils font pression sur les négociations en cours entre le groupe propriétaire Arcole Industries et l'État qui lui avait « prêté » 17,5 millions d'euros et va encore mettre la main à la poche ! Comme si avec 1,4 milliard de chiffre d'affaires, ce groupe n'avait pas les moyens.

Et avec ses prêts, le gouvernement ne fait qu'aider le licencieur.

Le chômage tue

Selon une étude de l'Institut français pour la recherche médicale, le taux de mortalité des chômeurs serait trois fois supérieur à celui du reste de la population. Suicides, maladies cardiovasculaires, etc., le chômage tuerait entre 10 000 et 20 000 personnes par an. Une seule solution : se débarrasser des licencieurs, pour que le monde du travail prenne en charge lui-même la société. Partage du travail entre tous !

Serge Dassault soupçonné de fraude fiscale : jamais deux sans trois

Avril 2014, juin 2014, mars 2015 : cela fait trois fois que Serge Dassault, sénateur et ancien maire de Corbeil-Essonnes, se fait rappeler à l'ordre pour n'avoir jamais déclaré les 22 millions d'euros planqués sur des comptes au Luxembourg. Condamné pour corruption en 1998 et visé par d'autres enquêtes judiciaires (achat de votes, tentatives de meurtre...), l'avionneur multimilliardaire multiplie les casseroles au fil des ans.

Si pour les petits délinquants la justice frappe vite et fort, elle a le bras étonnamment mou pour les riches.